



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

***Arrêté du 15 janvier 2026
portant prescriptions complémentaires
à la société Amcor Speciality Cartons France SAS à UNGERSHEIM***

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU la Directive n° 2010/75/EU du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », entrée en vigueur le 7 janvier 2011,
- VU le Code de l'environnement, parties législative et réglementaire, notamment son Livre Ier et en particulier son article R. 181-45, ainsi que son Livre V, Titre Ier, chapitre V – section 8 concernant les établissements relevant de la directive susvisée,
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement, modifiée en dernier lieu par décret du 2 mars 2023,
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,

- VU la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la commission du 22 juin 2020 établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques,
- VU l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2012131-0008 du 10 mai 2012, complété par l'arrêté du 11 mars 2024 portant autorisation d'exploiter à la Société Amcor Tobacco Packaging à Ungersheim et mettant à jour les rubriques ICPE du site,
- VU le courrier préfectoral du 17 juillet 2020 actant et prenant en compte le changement de dénomination sociale de la société Amcor Tobacco Packaging France SAS en Amcor Speciality Cartons France SAS,
- VU le dossier de Porter à Connaissance transmis par l'exploitant en date du 26 février 2025 à l'inspection des installations classées et enregistré le 11 août 2025 par les services de la préfecture,
- VU le rapport et les propositions en date du 22 octobre 2025 de l'inspection des installations classées,
- VU le projet d'arrêté porté le 31 octobre 2025 à la connaissance du pétitionnaire,
- VU l'absence de remarques de l'exploitant,

Considérant que les activités exercées par l'exploitant relèvent de la rubrique de la rubrique IED principale 3670 et sont à ce titre couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de surface à l'aide de solvants organiques (BREF STS) qui lui sont applicables,

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté et ses compléments permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émission associés applicables,

Considérant que l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précise que :

« I.-Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions.

[...]

III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé.
[...] »

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives au traitement de surface à l'aide de solvants organiques,

Considérant que les meilleures techniques disponibles relatives au traitement de surface à l'aide de solvants organiques sont rendues opposables au fonctionnement des installations susvisées par l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé depuis le 9 décembre 2024,

Considérant le choix de l'exploitant d'opter pour une valeur limite d'émission exprimée en concentration pour les émissions canalisées, et en pourcentage de la quantité de solvants utilisés pour les émissions diffuses,

Considérant qu'il convient de revoir et de mettre à jour les valeurs limites des rejets du site par voie d'arrêté préfectoral suite à l'évolution de la réglementation applicable et tout particulièrement après la publication des conclusions MTD relatives au traitement de surface à l'aide de solvants organiques,

Considérant qu'il convient par ailleurs de revoir et de mettre à jour un ensemble d'autres prescriptions afin d'assurer la conformité de l'autorisation aux exigences de la directive IED susvisée,

Considérant qu'il convient de mettre à jour le listing des émissaires de rejets atmosphériques conformément au Porter à connaissance transmis par l'exploitant en date du 26 février 2025,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : portée de l'arrêté complémentaire.

La société Amcor Speciality Cartons France SAS, dont le siège social est situé à Ungersheim, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées 2 rue des violettes, Zone Industrielle, 68190 Ungersheim.

Article 2 : modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 10 mai 2012 et du 11 mars 2024 susvisés sont actualisées ou complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 3 : liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 et celles de l'article 3 de l'arrêté complémentaire du 1er mars 2024 sont remplacées par les dispositions suivantes.

Liste des installations exploitées.

« Les installations exploitées sont classées selon les rubriques et régimes définis dans le tableau ci-dessous.

Rubrique		Régime	Volume / caractéristiques de l'exploitation
N°	Intitulé et seuil de classement		
2450-A.a	<p>Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante :</p> <p>A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est :</p> <p>a) Supérieure à 200 kg/j</p>	A	<p>Héliogravure: 3 rotatives composées chacune de 12 groupes imprimeurs</p> <p>Quantité totale de produits consommée : 5 100 kg/j</p>
2910-A.2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> <p>(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>	DC	<p>6 chaudières fonctionnant au gaz naturel, d'une puissance totale de 5,2 MW</p>
2915-1a	<p>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles :</p> <p>1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est :</p> <p>a) supérieure à 1 000 l.</p>	E	<p>Circuit de chaudières contenant 6000 litres</p>

3670.1	<p>Traitement de surface de matière, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique :</p> <p>1. Supérieure à 200 kg/j</p>	A	<p>Héliogravure: 3 rotatives composées chacune de 12 groupes imprimeurs</p> <p>Quantité totale de produits consommée : 5 100 kg/j</p>
4331-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p>	E	<p>Quantité max pouvant être présente sur site : 200t</p>
2663-2 c	<p>Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères</p> <p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>c) Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³</p>	D	<p>1 200 m³</p>
1530-2	<p>Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues</p> <p>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>2. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	DC	<p>- 3 600 m³.de matières premières (bobines de carton) ,</p> <p>- 2 450 m³ de produits finis,</p> <p>Soit un volume total de 6 050 m³</p>
2564-1a	<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques , à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.</p> <p>1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant :</p> <p>a. Supérieur à 1500 l</p>	E	<p>Nettoyage avec des solvants organiques : 3 machines à laver d'un volume respectif d'environ: 1,5m³, 4,5 m³ et 3 m³</p> <p>soit un volume total de 9000 l</p>

1978-3a	Installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), utilisant des solvants organiques : Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an	D	Exploitation de machines d'impression flexographie et d'héliogravure, consommation de solvants : 538,3 t/an
2925-1	Accumulateurs (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW (1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers	D	Puissance de charge de 60 kW
1434-1b	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h	NC	Débit des pompes du hall 13-01 : 1,8 m³/h. La rubrique a été modifiée par le décret 2014-285 du 03/03/2014 qui a fait le seuil de classement de 1 à 5 m³/h. Le site est donc non classé sous cette rubrique.

Remarque : les régimes définis sont :

- A signifie Autorisation ;
- E signifie Enregistrement ;
- D signifie Déclaration ;
- DC signifie Déclaration avec Contrôles ;
- NC signifie Non Classé.

Tout changement de produit devra être signalé et l'exploitant devra justifier que cette modification est compatible avec les mesures de prévention et de protection existantes. »

Article 4 : prescriptions techniques applicables.

Indépendamment des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 déjà applicables, l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est applicable.

REJETS ATMOSPHERIQUES

Article 5 : conduits et installations raccordées.

Les dispositions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 sont modifiées et complétées par les dispositions suivantes.

«

N° de Conduit / Localisation	Installations raccordées	Autres caractéristiques
Conduit N°1 – REGETAR (Oxydateur)	Oxydateur thermique	/
Conduit n°2 – Rotative R1	Mise à l'air rotative R1	Cet émissaire est en fonctionnement en cas d'indisponibilité de l'oxydateur (voir article 8 du présent arrêté concernant les OTNOC)
Conduit n°3 – Rotative R7	Mise à l'air rotative R7	Cet émissaire est en fonctionnement en cas d'indisponibilité de l'oxydateur (voir article 8 du présent arrêté concernant les OTNOC)
Conduit n°4 – Rotative R8	Mise à l'air rotative R8	Cet émissaire est en fonctionnement en cas d'indisponibilité de l'oxydateur (voir article 8 du présent arrêté concernant les OTNOC)
Conduit n°5 – Machines à Laver 1 et 2	Machines à laver n°1 et n°2	Cet émissaire est en fonctionnement en cas d'indisponibilité de l'oxydateur (voir article 8 du présent arrêté concernant les OTNOC)
Conduit n°6 – Local Grattage	Local Grattage	Cet émissaire est en fonctionnement en cas d'indisponibilité de l'oxydateur (voir article 8 du présent arrêté concernant les OTNOC)
Conduit n°7 – Extracteur d'air n°1	Hall 10 (gaine avant)	/
Conduit n°8 – Extracteur d'air n°2	Hall 10 (gaine arrière)	/
Conduit n°9 – Extracteurs local charge	Local charge accumulateur	2 extracteurs
Conduit n°11 – Chaufferie 2	2 chaudières à eau chaude (2 x 522 kW)	Alimenté au Gaz naturel

Conduit n°12 – Chaufferie 1	2 chaudières à eau chaude (2 x 907 kW) et 2 chaudières à fluide caloporteur (2 x 1163 kW)	Alimenté au Gaz naturel
Conduit n°13 – Traitement de Déchets	Extraction Compacteur déchets Carton	/
Conduit n°14 – Machine à Laver 3	Machine à laver n°3	Cet émissaire est en fonctionnement en cas d'indisponibilité de l'oxydateur (voir article 8 du présent arrêté concernant les OTNOC)

Le conduit n° 10 n'existe plus et n'est plus réglementé. »

Article 6 : conditions générales de rejet.

Les dispositions de l'article 31 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 sont modifiées et complétées par les dispositions suivantes.

«

	Hauteur mini (en m)	Débit nominal (en Nm ³ /h)	Vitesse minimum d'éjection (en m/s)
[...]			
Conduit n°13 – Traitement de Déchets	7	/	/
Conduit n°14 – Machine à Laver 3	7	8 000	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). »

Article 7 : valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques pour l'oxydateur thermique.

Les dispositions de l'article 32.2 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes.

«

Paramètres	Concentrations instantanées (en mg/Nm ³)	Flux (en kg/h)	Fréquence des contrôles
CO	100	6	Annuel
NOx en équivalent NO ₂	100	6	Annuel
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5	0,3	Annuel
Poussières	50	3	Annuel
COVT (exprimés en Ctotal)	20	1,2	Mesure en continu + contrôle annuel

Le débit est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 K et 101300 Pa). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m³) sur gaz sec.

Les contrôles annuels sont réalisés par un organisme agréé par le ministère de l'environnement selon les méthodes normalisées en vigueur.

Les émissions de composés organiques volatils des rotatives R1, R7, R8, des machines à laver, des installations de régénération des solvants et du local de grattage sont captées et traitées au niveau de l'oxydateur thermique.

Mesures en continu du paramètre COVT.

Un dispositif de mesures en continu permet de contrôler en permanence la concentration en COVT et le débit en sortie de l'oxydateur thermique, les résultats des mesures sont enregistrés et consultables pendant au moins 1 an.

Pour l'oxydateur thermique, la température dans la chambre de combustion est mesurée en continu. Un système d'alarme est associé à cette surveillance, pour les cas où les températures sortent de la fenêtre de température optimale.

Pour les mesures en continu, on considère que les valeurs limites d'émission sont respectées lorsque :

- aucune moyenne journalière à l'exception des phases de démarrage et d'arrêt et d'entretien de l'équipement, ne dépasse les valeurs limites d'émission,
- aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

Pour les mesures périodiques, on considère que les valeurs limites d'émission sont respectées lorsque, au cours d'une opération de surveillance :

- la moyenne de toutes les valeurs de mesure ne dépasse pas les valeurs limites d'émission,
- aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

OTNOC (operation other than normal operating conditions – Opération autre que les conditions normales de fonctionnement).

L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC sur la base de programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques, et qui comprend :

- des modes opératoires normalisés,
- une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée.

Les périodes d'OTNOC, leur durée, leurs causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance.

La durée d'émission sans traitement ne doit pas excéder 100 heures par an, cumulées sur une année civile.

Pour ces situations particulières de fonctionnement autre que normal, l'estimation des concentrations et flux sera calculée par des mesures en amont de l'oxydateur et au prorata des conduits en fonctionnement si nécessaire.

Le flux total de COVT lors d'OTNOC ne doit pas excéder 3000 kg/an.

Article 8 : valeurs limites des concentrations dans les autres points de rejets atmosphériques (hors Chaufferie et Oxydateur thermique).

Les dispositions de l'article 32.3 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 sont modifiées et complétées par les dispositions suivantes.

«

Point de rejet	COVT		Poussières	Remarques
	Concentration (en mg/Nm³)	Flux (en kg/h)	Concentration (en mg/Nm³)	
[...]				
Conduit n°7 – Extracteur d’air n°1	20	1,2	/	Contrôle annuel
Conduit n°8 – Extracteur d’air n°2	20	1,2	/	Contrôle annuel
[...]				

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en COV correspondent à la somme des COV totaux exprimée en carbone total.

Les contrôles annuels sont réalisés par un organisme agréé par le ministère de l'environnement selon les méthodes normalisées en vigueur.

Article 9 : maîtrise des émissions de composés organiques volatils (COV).

Les dispositions de l'article 33 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 sont modifiées et complétées par les dispositions suivantes.

« Émissions diffuses.

Le flux annuel des émissions diffuses de COV totaux ne dépasse pas 12 % de la quantité de solvants utilisés.

Ces émissions sont calculées chaque année d'après le plan de gestion des solvants tel que prévu dans l'article présent et dont le contenu est précisé à l'annexe 4 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé.

Plan de gestion des solvants.

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Mesures de préventions des émissions.

Les chiffons et déchets souillés par des encres, vernis et solvants sont entreposés dans des conteneurs hermétiques.

Les déchets liquides et les boues solvantées sont stockées en attente de leur élimination ou traitement dans des récipients fermés.

Les fûts, récipients, conteneurs renfermant ou ayant contenu des encres, vernis et solvants sont stockés hermétiquement fermés même s'ils sont vides.

Lors des opérations de mélange, les machines de mélange ou les fûts sont équipés d'un couvercle hermétique.

De manière générale l'exploitant prend toutes les mesures adaptées permettant de réduire l'évaporation des solvants.

Composés organiques volatils à mention de danger.

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008 sont remplacés, dans toute la mesure du possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possible.

Les émissions soit de composés organiques volatils auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, soit de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351, sont contrôlées dans des conditions maîtrisées, dans la mesure où il est techniquement et économiquement possible de le faire en vue de protéger la santé publique et l'environnement, et ne dépassent pas les valeurs limites d'émission pertinentes fixées dans le présent arrêté.

Pour les émissions des composés organiques volatils visés au premier alinéa, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage visé audit article est supérieur ou égal à 10 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 2 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés.

Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels est attribuée, ou sur lesquels doit être apposée, la mention de danger H341 ou H351, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant la mention de danger H341 ou H351 est supérieur ou égal à 100 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés. »

Article 10 : modalités d'exécution.

Article 10.1 : publicité.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire d'Ungersheim pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Ungersheim.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10.2 : frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 10.3 : droit des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10.4 : sanctions.

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre Ier du titre 7 du Livre Ier du Code de l'environnement.

Article 10.5 : transmission à l'exploitant.

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 10.6 : exécution.

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire d'Ungersheim et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société Amcor Speciality Cartons France SAS à Ungersheim.

À Colmar, le 15 janvier 2026

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

Délais et voies de recours (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).